“ M. Riel revient avec sa famille. Oh ! s'il pouvait seulement avoir l'heureuse idée de demeurer constamment parmi nous. Cet homme ne peut faire que du bien à ses concitoyens.....”

Et le 10 août suivant, Sir A. P. Caron, en villégiature à la Rivière-du-Loup, donnait un dîner politique auquel assistaient Sir John A. Macdonald et une dizaine de conservateurs de la province de Québec. Le chef du cabinet y déclara : “ Que la présence de Riel au Nord-Ouest n'avait rien d'inquiétant pour le gouvernement, que tout au contraire, *elle favorisait ses vues*, et que le chef Métis travaillait à concilier les intérêts des populations avec ceux de la couronne, *qu'il méritait de la reconnaissance plutôt que du blâme.*”

Le 5 septembre, une grande réunion, dont le *Manitoba* a rendu compte, se tint à Saint-Laurent, et adopta, sur la proposition de Riel, les propositions suivantes :

Nous voulons :

1. — La subdivision des territoires du Nord-Ouest en provinces.
2. — Pour les habitants du Nord-Ouest des avantages semblables à ceux qui ont été accordés en 1870, aux habitants du *Manitoba*.
3. — Une concession de 240 acres de terre aux Métis qui n'ont pas encore reçu de concession.
4. — La concession immédiate par lettres-patentes des terrains actuellement occupés par les Métis.
5. — La mise en vente, par le gouvernement de 500,000 acres de terre ; le produit de cette vente devant être placé à intérêt, pour subvenir aux besoins des Métis, pour l'établissement d'hôpitaux, d'orphelinats et d'écoles, ou encore pour fournir aux pauvres gens, des charrues ou d'autres instruments agricoles et des semences.
6. — La mise en réserve de 100 cantons (townships), dans des terrains marécageux et qui ne seront probablement pas peuplés d'ici à long-temps ; ces terrains devant être distribués aux enfants des Métis de la prochaine génération, et pendant 120 ans, chaque enfant devant recevoir sa part jusqu'à l'âge de 18 ans.
7. — Une subvention d'au moins 1,000 piastres pour établir un couvent dans les établissements considérables de Métis.
8. — L'amélioration dans les conditions du travail des Sauvages, pour les empêcher de mourir de faim, et un plus grand soin de leurs personnes.

Mgr. Grandin, évêque de Saint Albert, le R. P. Fourmond, le R. P. Touzé, le R. P. Lecoq, assistaient à cette assemblée et Mgr. Grandin fut vivement prié par les Métis de faire connaître son opinion.

“ Parmi ces propositions, dit Sa Crandeur, il y en a qui touchent de trop près à la politique, celles-là nous sont indifférentes et nous ne voulons nous en mêler aucunement, parce qu'elles n'ont qu'un intérêt douteux pour la population et la religion. Quant aux autres, nous nous en occupons depuis longtemps ; et *vous vous sommes efforcés de les faire admettre par le gouvernement ; nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour obtenir justice ; nous avons même obtenu des promesses que nous croyions officielles ; aujourd'hui, nous constatons avec regret, qu'elles ont été oubliées ; nous partageons votre mécontentement et nous n'avons pas manqué de nous plaindre auprès des autorités.....*”

Malheureusement, ni ces plaintes, ni les pétitions, ni les autres réunions qui se tinrent pendant l'automne et pendant l'hiver, ne purent déterminer le gouvernement à sortir de son mutisme. La consigne à Ottawa était de ronfler ; et chacun sait comment Sir David Macpherson s'en acquittait, à la satisfaction du maître.

Tout était mûr pour la révolte, et à vrai dire, il ne restait aux Métis d'autre alternative que de se révolter ou de mourir de faim.